



Cahors, le 8 mai 2020

Communiqué de presse Intersyndical

Nous avons sollicité Monsieur le Préfet le 25 Mars pour que soit organisée en urgence une première réunion en Préfecture avec la Direccte, les organisations syndicales de salarié-es et d'employeurs.

Ce n'est que le 6 mai qu'une délégation des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, Confédération Paysanne a été reçue par Monsieur le Préfet.

Nous lui avons remis un document de travail de 19 pages, reprenant nos questions et nos exigences.

Lors de notre échange, nous lui avons fait part de nos interrogations sur la politique de santé et de solidarité, et sur le manque de transparence dans la stratégie de dépistage et de distribution des protections.

La situation des personnes âgées, qu'elles résident ou non en EHPAD est dramatique. Elles sont plongées dans une solitude accrue par le confinement : comment retisser du lien social au quotidien, comment réintroduire les liens avec les familles.

Il est urgent de répondre aux attentes des personnels de santé largement exprimées avant la crise (Hôpitaux, EHPAD, Aides à domicile) et de leur redonner les moyens nécessaires à leur mission y compris celle de l'accompagnement humain des patients.

Le préfet nous a dit mettre tout ce qui est en son pouvoir pour fournir les protections aux agents de la fonction publique dès le 11 mai, dépister au premier cas tous les personnels et résidents des EHPAD, et venir en aide aux plus démunis (1 maraude supplémentaire).

Nous nous sommes interrogés sur les conditions et les objectifs réels de la reprise (écoles, entreprises) ainsi que sur la place accordée à ceux qui ont maintenu la cohérence sociale pendant ce temps de crise.

Notre constat est sans appel sur l'effet négatif de toutes les réformes déjà engagées sur la gestion de la crise. Aucune des lois phares de ce début de quinquennat, aucun des décrets pris n'a eu d'effet positif sur la société, ce qui a été souligné par la crise sanitaire et sociétale actuelle.

Nous avons évoqué notre protection sociale en appuyant sur la notion de sécurité sociale intégrale pour tous, sans oublier les sans-papiers qu'il est nécessaire de régulariser immédiatement.

Pour ce qui est de l'école, la reprise de l'enseignement dans le respect des règles sanitaires ne nous paraît ni possible ni souhaitable. La rentrée des élèves doit être reportée à septembre et il faut donc organiser la garde des enfants des professions prioritaires. C'est d'ailleurs l'avis du conseil scientifique. De plus cette rentrée voulue pour d'étranges raisons fait peser une lourde responsabilité sur les fonctionnaires ainsi que les maires et crée des tensions bien inutiles.

Nous avons réaffirmé toute l'importance de notre service public : la volonté de casser celui-ci par des politiques d'austérité incessantes et insensées l'a considérablement affaibli. On voit maintenant son importance majeure dans la crise actuelle : il faut le renforcer !

Pour ce qui est de l'entreprise, nous avons souligné le fait que la crise ne doit laisser aucune travailleuse.eur, salarié.e ou indépendant.e sur le carreau et que l'Etat doit s'engager à mettre en place des mesures de sauvegarde pour tous les travailleuses.eurs, avec notamment le chômage partiel à 100%. Nous avons revendiqué l'abandon immédiat de toutes les ordonnances et décrets pris dans cette période s'attaquant aux droits du travail (prise des congés, RTT, augmentation de la durée de travail...) ainsi que celle d'avant la crise (les successives "lois travail", loi fonction publique, retraite, chômage..) et ordonnances Macron de 2018 ayant mis fin aux CHSCT si nécessaires pour faire respecter le droit à la protection des salariés. La reprise d'activité ne peut avoir lieu que si toutes les conditions de sécurité sont mises en place pour les salariés.

Les primes annoncées ne remplacent pas le salaire qui permet de vivre au quotidien et de renforcer notre sécurité sociale (santé, retraite, chômage...) via les cotisations. Nous avons demandé la revalorisation des salaires et du point d'indice notamment pour tous ces travailleuses.eurs « invisibles » sous rémunéré.e.s et notamment les femmes, mises en avant par la crise, et sans qui, les besoins essentiels du quotidien ne seraient pas assurés.

Le rôle des travailleuses.eurs indépendant.e.s et des agricultrices.eurs raisonnés doit être soutenu : ils sont la trame de notre vie sociale, mais aussi la satisfaction de nos besoins. Il faut dans cet esprit apporter une aide aux professionnels en difficulté et rétablir les marchés locaux.

Par ailleurs, l'arrêt forcé du système nous a montré ce qui était essentiel et doit nous faire réfléchir sur nos priorités économiques: il faut renforcer le but social et environnemental de nos activités. Cette crise ne doit pas être un prétexte ni à repartir comme avant, ni à renforcer des dérogations permises par l'état d'urgence. Elle nous oblige à repenser une démocratie plus collégiale à tous les niveaux de la société, à réaffirmer la nécessité d'une protection sociale pour tous. Elle exige le partage des richesses vers celles et ceux qui les produisent et les rendent possibles. Elle impose le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale. Elle nous renforce dans la certitude qu'il faut prendre dès maintenant le cap d'une vraie transition écologique en soutenant fortement la relocalisation des industries et de l'agriculture et en stoppant immédiatement les accords de libre-échange.

Le Préfet a attentivement écouté nos demandes, tout en rappelant la doctrine du gouvernement. Il se dit rester à l'écoute pour répondre à tout problème que nous lui exposerons.

Des paroles aux actes, nous lui avons rappelé que l'autorité de l'Etat ne peut reposer que sur la confiance et non sur l'autoritarisme et l'Etat d'urgence permanent. A commencer par l'abandon des politiques du tout répressif et des verbalisations.

Aujourd'hui, l'urgence est démocratique, sociale et écologique. Pour porter avec eux ces exigences, nous serons aux côtés de ceux qui créent la véritable richesse de notre société, les salarié.e.s, les travailleuses.eurs, les indépendant.e.s et les citoyen.ne.s.